

Lutte de classe

Communiqué de Lutte de classe.

Le 13 août 2010

Quand les défenseurs de l'Etat des capitalistes se mobilisent.

"A l'initiative de la Ligue des droits de l'homme (LDH), une quarantaine d'organisations (parmi lesquelles le PS, le PCF, le Parti de gauche et le NPA) ont rendu public un appel à des rassemblements le 4 septembre sur le thème : « Face à la xénophobie et à la politique du pilori : liberté, égalité, fraternité. » Le communiqué commun signé par ces organisations indique : « Le président de la République, lui-même, montre du doigt des communautés et des groupes sociaux entiers, stigmatise les Roms, les Gens du voyage, les étrangers, les Français qui ne sont pas "de souche", les parents d'enfants délinquants, etc. Ce faisant, il ne lutte en rien contre la délinquance, qui est répréhensible pour tout individu sans distinction de nationalité ou d'origine : il met délibérément en cause les principes qui fondent l'égalité républicaine (...). Nous n'accepterons sous aucun prétexte que le nécessaire respect de l'ordre public soit utilisé pour créer des distinctions entre les habitants de ce pays et désigner des boucs émissaires. »

Les signataires appellent à des rassemblements le 4 septembre, « à l'occasion du 140e anniversaire de la République ». (extrait d'un article d'Informations ouvrières (n°110 page 16)

Suivait un extrait d'un communiqué du POI qui ne s'associe pas à la démarche de ces organisations ou partis, sans le moindre commentaire sur le contenu réactionnaire du communiqué dont j'ai reproduit un passage, ce qui s'explique par le fait que le POI est partie prenante de la défense de cette République qui n'est pas la nôtre.

Ces partis et organisations appellent donc à la défense des principes ou valeurs qui définissent une République sans tenir compte de la nature sociale de l'Etat, Etat qui faut-il le rappeler n'est pas au-dessus des classes sociales, mais qui représente les intérêts de la classe dominante qui détient le pouvoir, la classe des capitalistes, Etat qui revendique ses valeurs pour maintenir dans la servitude la classe dominée, la classe ouvrière, ce qui revient à soutenir l'Etat des exploités et des oppresseurs.

Refusant de combattre pour une République sociale fondée sur la propriété collective des moyens de production, ils en viennent forcément à revendiquer le "*nécessaire respect de l'ordre public*" qui se confond avec le respect de l'ordre établi. Il n'est donc pas exagéré d'affirmer que l'ensemble des ces partis et organisations se situe sur un terrain réactionnaire ou contre-révolutionnaire.

Attention à ne pas confondre : Ce n'est pas nous qui les situons sur ce terrain, ce sont elles qui s'y placent elles-mêmes sous prétexte avéré ou non que la République serait en péril.

En réalité, derrière la soi-disant défense de ces principes qui finalement profite davantage à la classe dominante pour continuer d'exploiter la classe dominée et conserver le pouvoir, ces partis et organisations rivalisent d'imagination avec le parti de l'ordre pour permettre à la classe des capitalistes de continuer de vaquer tranquillement à ses affaires, alors que s'annoncent les prochains développements de la crise du capitalisme à l'échelle mondiale et que la situation sociale déjà extrêmement tendue ne peut que déboucher sur un affrontement direct et violent entre les classes, l'ensemble de la situation mettant à l'ordre du jour soit le renversement des institutions et l'abolition du capitalisme, le combat pour la constitution d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire, soit la mise au pas du prolétariat et du mouvement ouvrier, selon qu'on se situe au côté de la classe ouvrière dans la perspective de la révolution socialiste ou qu'on se situe au côté de la classe des capitalistes pour assurer la survie du régime en place.